

LE COMBAT SOCIAL

FO 49

P

PRESSE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

N°5—OCTOBRE 2008
Prix : 1,00 €

Déposé le 10 Octobre 2008

Bulletin de l'Union Départementale
C.G.T. Force Ouvrière du Maine et Loire

Sommaire	
ASSEMBLEE INTERPROFESSIONNELLE DE L'U.D. DU 25 SEPTEMBRE 2008	
• Photos et intervenants	1-2-3-4
MANIFESTATION LE 30 SEPTEMBRE 2008 A PARIS DES SALARIES DE LA SANTE PRIVEE ET DE L'ACTION SOCIALE	
• Photo et interview	4-5-6
S.N.U.D.I. :	
• Interview	6
CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE : <i>Les agents massivement mobilisés réclament leur dû</i>	

Pages 7 et 8

ELECTIONS
PRUD'HOMALES
du 3 Décembre 2008

Etiquette
Adresse Adhérent

Le 25 Septembre 2008, 300 militants réunis
salle F. Pelloutier à la Bourse du Travail d'Angers
préparent l'action syndicale pour les revendications
et les élections prud'homales



Journal tiré à l'Union Départementale C.G.T. Force Ouvrière du Maine et Loire
14, place Louis Imbach — 49100 ANGERS

☎ 02 41 25 49 60 ☎ 02 41 25 49 61 ✉ udfo49@force-ouvriere.fr / site : <http://fo49.neuf.fr/>
— inscrit à la CPPAP n° 0710S07442 — Directeur de publication : Daniel JURET

Assemblée Interprofessionnelle de l'Union

Maintenant on y va !

L'assemblée interprofessionnelle, qui a réuni 300 militants du département avec Marie-Suzie PUNGIER, secrétaire confédérale, est largement revenue sur la situation, en préparant les prochaines échéances.

Aujourd'hui, la grève massive des postiers le 23 septembre, la journée de grève avec manifestation nationale massive des salariés de la santé privée et de l'action sociale du 30 septembre, les initiatives revendicatives dans de nombreux secteurs (enseignants du premier degré, préfectures, fonctionnaires, nombreuses entreprises du secteur privé ...) témoignent d'une détermination des salariés à rechercher l'action efficace.

Notre responsabilité est de les y aider.

C'est désormais un fait, la nécessaire convergence de ces mouvements revendicatifs doit déboucher sur une journée de grève interprofessionnelle, dans un premier temps, pour faire reculer le gouvernement et le MEDEF. C'est ce que FO a proposé.

Face à leur politique d'austérité et de démantèlement des services publics, nous allons poursuivre dans cette voie. C'est par cette mobilisation que, ensemble, nous engageons, dès maintenant, la campagne des prud'homales qui concerne tous les syndiqués Force Ouvrière.

Bon courage à tous !

Angers, le 8 octobre 2008

Daniel JURET

Après un mot de bienvenue de Daniel JURET, Secrétaire Général de l'Union Départementale, Marie-Suzie PUNGIER, secrétaire confédérale chargée du secteur économique a détaillé l'évolution de la situation économique et sociale.

Marie-Suzie PUNGIER revient sur la crise importante, présentée comme « financière », mais qui est en fait la crise du système capitaliste dans son entier.

Marie-Suzie PUNGIER



En un an, les banques centrales ont injecté, sous forme de prêts bancaires, des centaines de milliard de dollars et d'euros. En 15 jours, aux Etats Unis, deux institutions financières (« Freddy Mac » et « Fanny Mae ») ainsi qu'une grande compagnie d'assurance (AIG) ont été nationalisées pour un montant minimal de 200 millions de dollars. Dans le même temps, l'une des plus importantes banques d'affaires (Lehman Brothers) a fait faillite.

Trois constats doivent être tirés :

- 1 - Le pays considéré comme le plus capitaliste est aussi celui qui décide de nationaliser quand le cœur du système est en cause (la finance), c'est ce que l'on appelle la socialisation des pertes (les profits, eux, restant privés), que finiront par payer les contribuables.
- 2 - Quand le capitalisme est menacé, les états capitalistes comme les institutions européennes n'hésitent pas à investir par centaines de milliards. Quand il s'agit de répondre aux revendications, il n'y a pourtant jamais suffisamment de moyens !
- 3 - Cette situation et ses origines (spéculation tous azimuts, surendettement...) prouvent - nous l'avons toujours dit - que le marché n'est pas en mesure d'assurer l'intérêt collectif. Il faut donc contrôler le marché, adopter des règles et les faire respecter, et ce rôle de définition et de contrôle

Le paquet fiscal a été une erreur économique qui a consisté à redistribuer vers les plus riches des marges de manœuvre que le gouvernement aurait pu mettre au service de l'investissement, de l'éducation, de la recherche, du développement durable.

Pour Force Ouvrière, le problème du pouvoir d'achat de l'ensemble des salariés du public comme du privé, des chômeurs, précaires, retraités, reste entier. Cela doit être la priorité d'une politique économique qui vise à accroître durablement la croissance et l'emploi. Cela passe en premier lieu par des augmentations de salaire et la mise en œuvre effective de la prime de transport. Force ouvrière doit, plus que jamais, et sans complexe, tenir son cap : Seule confédération syndicale réellement indépendante, Force Ouvrière se doit d'aider les salariés à revendiquer, en particulier sur les salaires, dans une situation de baisse dramatique du pouvoir d'achat. C'est la raison pour laquelle FO appelle tous les salariés, toutes les autres organisations syndicales, à s'engager résolument et sans tarder dans la préparation d'une grève interprofessionnelle de 24 heures dans un premier temps, pour préparer le grand mouvement d'ensemble, interprofessionnel, pour la satisfaction des revendications. C'est la raison pour laquelle nous devons préparer activement, ensemble, les élections prud'homales du 3 décembre qui seront décisives pour montrer l'importance de l'implantation de Force Ouvrière.

Départementale FO du 25 Septembre 2008

Christian NOGUERA

Secrétaire du syndicat de la Santé Privée d'Angers et environs revient sur le fait que pour la première fois dans le secteur de la santé privée et de l'action sociale, toutes les organisations syndicales ont appelé à la grève et à une manifestation nationale le 30 septembre (voir l'interview de Christian NOGUERA page 5)

Bernard YVIN

Secrétaire de l'Union Départementale des Retraités Force Ouvrière indique que les retraités sont dans une situation de précarisation croissante. Les plans de destruction des retraites qui se sont enchaînés depuis le plan Balladur de 1993, l'allongement croissant de la durée d'activité nécessaire pour obtenir une retraite à taux plein, des revalorisations de pensions ridiculement faibles font que le pouvoir d'achat des retraités, comme celui des actifs, a subi des baisses considérables. Il appelle les retraités à participer nombreux à la manifestation intersyndicale du 16 octobre sous la banderole de l'UDR-FO.

Hubert LARDEUX

Secrétaire Départemental du syndicat des Enseignants du premier degré (SNUDI-FO), explique la mobilisation des enseignants contre les mesures DARCOS (voir l'interview d'Hubert Lardeux page 5)

Pierre-Yves LANDREAU

Secrétaire du syndicat des Organismes Sociaux, fait part de l'importante mobilisation des salariés de la CPAM d'Angers qui se retrouvent à près de 300 chaque jour en assemblée générale, pour exiger une revalorisation salariale sous la forme de 4 points de coefficient minimum pour tous, représentant la répartition d'une dotation budgétaire complémentaire. Il

insiste sur la détermination des salariés (voir page 6).

Christian FRADET

secrétaire adjoint de l'Union Départementale revient sur la situation de La Poste. Face au plan de changement de statut de l'entreprise publique et une « ouverture de son capital », concrètement sa privatisation, alors que la pression montait, toutes les organisations syndicales ont appelé à une grève nationale de 24 heures avec manifestations le 23 septembre. La Poste a connu son plus fort taux de grévistes depuis des décennies (plus de 40%) et les postiers ont été des dizaines de milliers à manifester contre la privatisation, pour le maintien du statut des postier. Christian FRADET conclut en indiquant que maintenant, c'est tous ensemble, par la grève interprofessionnelle à laquelle appelle la confédération FO, que tous les salariés pourront s'opposer à la privatisation du service public de la poste.

Jean-Jacques PEAUD

Secrétaire du syndicat du CESAME, revient sur les difficultés rencontrées par les établissements hospitaliers du fait des problèmes d'effectifs générés par le plan de « retour à l'équilibre », plan d'austérité drastique imposé par le gouvernement et qui met en danger les patients. Il insiste sur ce que représente la mise en place des « Agences Régionales de Santé », généralisation à l'ensemble des secteurs de la santé et de la sécurité sociale des « Agences Régionales de l'Hospitalisation » et véritable police mise en place contre les hôpitaux publics, les patients, les assurés sociaux.

Christian THARRAULT

Secrétaire du Groupement des Services Publics informe les participants de la tenue, le 6 novembre, d'importantes élections à toutes les commissions paritaires au sein de la fonction publique territoriale (mairies, communautés de commune, SIVOM, SIVM, etc...) que les syndicats FO préparent activement dans toutes les collectivités du département. Il revient sur la privatisation du logement social et sur la disparition programmée de milliers de logements à loyers modérés, ce qui est une catastrophe pour les revenus modestes.

Christian MEROT

Secrétaire du syndicat des Métaux de Maine et Loire, revient sur les graves problèmes d'emploi dans le secteur, fait le point sur les négociations salariales, et indique qu'en tout état de cause, vu l'importance de la baisse de pouvoir d'achat, ce n'est certainement pas « entreprise par entreprise » que l'on pourra s'en sortir. Un mouvement d'ensemble est nécessaire.

Jacques CHÂTEAU

Trésorier de l'Union Départementale insiste sur les graves conséquences pour les salariés de la crise du régime capitaliste. Il revient sur le recul considérable que représente la « position commune » CGT-CFDT et MEDEF-CGPME, la brèche qu'elle ouvre et dans laquelle le gouvernement s'est engouffré en promulguant la loi dite « de modernisation du dialogue social ». Cette loi ouvre la voie à la dislocation du code du travail entreprise par entreprise. Jacques Château affirme que seule Force Ouvrière peut aider les salariés à s'opposer à cette dislocation. Pour cela il faut renforcer l'organisation syndicale en syndiquant massivement, utiliser massivement la souscription pour discuter avec nos collègues, il faut préparer les élections prud'homales.



Suite de la page 3

Daniel JURET, Secrétaire Général de l'Union Départementale, a conclu cette assemblée :

Daniel JURET

« Nous sommes près de 300 militants réunis cette après-midi. C'est la première fois (si l'on excepte 1995 et le congrès) que nous sommes aussi nombreux. C'est bien sûr le résultat de notre travail d'implantation. Mais ce nombre important démontre également la mobilisation des militants pour défendre l'indépendance de notre organisation, pour faire aboutir nos revendications. Aujourd'hui, aucun journaliste (presse écrite locale, radios, télévisions) n'a fait le déplacement. C'est sans doute encore la preuve supplémentaire que les salariés ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour défendre leurs intérêts particuliers et leurs organisations syndicales, instruments de cette défense. (...) Aujourd'hui, et la plupart des interventions l'ont confirmé, la classe ouvrière cherche la voie de l'action efficace, et cela passe par le refus des journées à répétitions, sur des mots d'ordres aux formulations ambiguës. Oui notre confédération a eu raison de renouveler en septembre l'orientation qui nous avait conduits en juin à proposer aux autres organisations le principe d'une grève franche de 24 heures (dans un premier temps) pour bloquer le pays. Nous ne seront pas, quant à nous, les accompagnateurs de la régression sociale et du démantèlement des droits collectifs (...) Nous sommes à 10 semaines des élections prud'homales. C'est une échéance pour toute l'organisation (secteur privé mais également secteur public), dans cette situation difficile pour l'action revendicative. Pour cette élection, la mobilisation commence. Nous avons besoin de centaines d'assesseurs et de délégués de liste; nous avons besoin d'équipes de collage, de diffusion de tracts... Vous allez être sollicités dans les syndicats, dans les sections syndicales, pour organiser le vote pour FO dans les entreprises. Pas une voix ne doit manquer ! Alors, oui, ensemble, nous allons prendre les mesures d'organisation pour voter et faire voter FO, là où nous sommes implantés. Oui, ensemble, nous allons prendre les mesures d'organisation pour faire voter là où nous ne sommes pas encore.

Alors oui, Camarades, si nous faisons cela, nous gagnerons ! Je vous remercie »

Par dizaines de milliers, les salariés de la Santé Privée et de l'action sociale ont manifesté à Paris le 30 Septembre 2008

*Didier BERNUS,
Secrétaire Général FO
de la Branche Santé
prenant la parole
dans la manifestation*



Interview de Christian NOGUERA Secrétaire du syndicat de la Santé Privée Angers et Environs

LE COMBAT SOCIAL :

A l'initiative des syndicats FO du secteur, toutes les organisations syndicales de la santé privée et de l'action sociale ont appelé, ensemble, à une journée de grève et à une manifestation nationale le 30 septembre. Peux-tu nous expliquer pourquoi ?

Christian NOGUERA :

Depuis 99, du fait des lois Aubry, les personnels de ce secteur ont subi une baisse de pouvoir d'achat que nous chiffrons, en moyenne, à plus de 12%. Bien entendu, cela a généré une situation de profond mécontentement des salariés concernés. Pour mieux comprendre l'importance de l'appel commun à une journée de grève et à une manifestation nationale, il faut savoir que ce secteur est éparpillé en une myriade d'établissements dont les personnels relèvent de 3 principales conventions collectives, voire n'en ont pas !. C'est effectivement à l'initiative des syndicats FO du secteur que l'ensemble des organisations syndicales ont appelé à cette manifestation nationale pour exiger des revalorisations significatives de la valeur du point.

LE COMBAT SOCIAL :

Comment s'est déroulée cette manifestation ?

Christian NOGUERA :

La manifestation a été un énorme succès. Près de 20 000 manifestants à Paris se sont dirigés vers le ministère de la santé, puis vers le mi-

nistère du travail, où une délégation intersyndicale a été reçue par les représentants des deux ministères. Notons que la mobilisation des syndicats FO dans tout le pays a permis de constituer un cortège FO particulièrement présent dans la manifestation (près de 4 000 manifestants sous nos banderoles, dont 75 venus du Maine et Loire)

LE COMBAT SOCIAL :

Avez-vous obtenu des résultats ?

Christian NOGUERA :

La rencontre au Ministère du Travail entre la délégation intersyndicale et les ministères n'a débouché sur aucune avancée. Les représentants ministériels se sont cantonnés à énoncer qu'ils en restaient aux positions précédentes (pour ce qui concerne la CCN 51 -santé privée sans but lucratif-, cela représente 1% au premier avril 2008 pour solde de tout compte, octroyé du fait d'une recommandation patronale, aucune organisation syndicale n'ayant voulu signer un tel accord salarial. Pour les autres secteurs, la situation est similaire)

LE COMBAT SOCIAL :

Quelles sont, pour vous les perspectives ?

Christian NOGUERA :

L'intersyndicale a déclaré que s'il n'y a pas satisfaction des revendications, la mobilisation des personnels du secteur sera à l'ordre du

jour.

Les syndicats FO du secteur ont précisé ce qu'ils entendaient par là dans une déclaration rendue publique le premier octobre :

« L'unité syndicale sur la revendication salariale [doit se poursuivre] et s'amplifier partout pour renforcer et élargir la mobilisation. Les salariés de l'action sociale, de la santé privée, des centres de lutte contre le cancer, de l'aide à domicile, ne sont pas isolés ! Partout, les mêmes exigences salariales montent à travers le pays.

Pour [les syndicats FO] la mobilisation du 30 septembre 2008, comme celle des autres secteurs, met à l'ordre du jour la nécessité d'une journée de grève interprofessionnelle dans l'unité « pour bloquer le pays », voire une grève reconductible dans nos secteurs pour faire reculer le gouvernement et les employeurs sur les revendications. »

C'est dans cette voie que nous allons engager l'ensemble de nos syndicats.

**N'oubliez pas
la
souscription !**

Carnets à retirer à l'UD

Interview d'Hubert LARDEUX Secrétaire Départemental du syndicat des Enseignants du 1er degré (S.N.U.D.I.-F.O.)

LE COMBAT SOCIAL :

Peux-tu nous rappeler en quelques mots en quoi consiste la « réforme Darcos » contre laquelle les enseignants du 1^{er} degré se mobilisent ?

Hubert LARDEUX :

Rappelons seulement que les décrets DARCOS consacrent la suppression de près d'une année scolaire sur l'ensemble d'une scolarité de la maternelle au CM2, Tout cela sous prétexte de rendre les enfants à leurs familles le samedi

matin et d'assurer, officiellement, 2 heures de soutien scolaire par semaine. Dans les faits, cela se traduit pas la suppression programmée de 8 000 postes d'instituteurs spécialisés (3 000 en 2009) qui assuraient jusque là le soutien scolaire.

Suite de la page 5

Ces mesures sont le prélude à une tentative de modification de grande ampleur de l'organisation de l'école, qui, combinées à la réforme de l'état et des collectivités territoriales, atomiseraient l'école de la république en une multitude d'entités (les EPEP – établissements publics d'enseignement primaire). Bien entendu, cela s'accompagnerait de la destruction du statut des enseignants.

LE COMBAT SOCIAL :

Comment le ministre DARCOS s'y est-il pris ?

Hubert LARDEUX :

En septembre 2007, le ministre a annoncé clairement sa volonté de supprimer la classe du samedi matin. Pour mettre en œuvre son projet, le ministre a cherché à associer les organisations syndicales. Seule la confédération FO a refusé de s'associer à ces discussions, lesquelles ont abouti à la signature d'un « relevé de conclusions », transposition à l'enseignement de la « position commune » CGT-CFDT-MEDEF., signée, avec le ministère par l'UNSA et la CFDT. C'est sur ce relevé de conclusions que le gouvernement s'est ados-

sé : les décrets DARCOS n'en sont rien d'autre qu'un « copier-coller ».

LE COMBAT SOCIAL :

Comment ont réagi les enseignants ?

Hubert LARDEUX :

Les enseignants, tout au long de l'année scolaire dernière, se sont fortement mobilisés contre ces projets, en particulier en mai-juin 2008 (75% de grévistes dans le département). Cette mobilisation n'a pas faibli, bien au contraire ! Les collègues cherchent les moyens de résister aux mesures DARCOS.

LE COMBAT SOCIAL :

Où en est cette mobilisation aujourd'hui ?

Hubert LARDEUX :

Notre organisation syndicale a pris l'initiative de regrouper l'ensemble des collègues sur une revendication claire : Abrogation des décrets DARCOS, et a proposé l'organisation d'une délégation massive chez le préfet. Nous avons alors

proposé aux autres organisations syndicales non signataires du relevé de conclusions de préparer en commun ce rassemblement. Les discussions ont abouti avec le SNUIPP-FSU. Nous appelons en commun à un rassemblement à l'inspection académique, le 8 octobre, pour exiger le retrait de la réforme DARCOS. A ce jour, plus de 60 écoles ont pris publiquement position auprès de l'inspection académique et du préfet pour exiger l'abrogation des décrets DARCOS.

LE COMBAT SOCIAL :

Et l'avenir ?

Hubert LARDEUX :

Si nous n'obtenons pas satisfaction, nous considérons que le rassemblement du 8 octobre doit servir de point d'appui pour préparer une riposte nationale, sur un mot d'ordre clair : « retrait des décrets DARCOS ». Nous nous inscrivons donc complètement dans la proposition faite par notre confédération d'une grève interprofessionnelle de 24 heures, dans un premier temps, « pour bloquer le pays ».

Caisse Primaire d'Assurance Maladie :

Les agents massivement mobilisés réclament leur dû

Comme l'indique Pierre-Yves LANDREAU dans son intervention, les agents de la CPAM (caisse primaire d'assurance maladie) d'Angers se mobilisent avec leurs syndicats FO et CGT depuis plusieurs semaines pour exiger des augmentations collectives de salaire.

Il faut savoir que dans les organismes de sécurité sociale, le « climat social » est particulièrement dégradé. Depuis des années, les agents sont soumis à une baisse de leur pouvoir d'achat du fait d'une stagnation des salaires d'une part, et d'autre part du fait d'attaques contre leur convention collective, orchestrée, avec la complicité de la CFDT, par l'employeur (l'Union des Caisses Nationales de Sécurité Sociale) aux ordres de l'état.

Dans le même temps, ils ont subi et continuent de subir une forte augmentation de la charge de travail due à une baisse des effectifs et à une complexification croissante de la législation. Plus de travail d'un côté, moins

d'argent de l'autre : c'est le « travailler plus pour gagner moins » auquel sont confrontés tous les salariés.

En cette rentrée, des caisses nationales de sécurité sociale ont décidé de débloquer, pour les organismes locaux, une dotation budgétaire exceptionnelle dans le but de faire « baisser la pression sociale » (+1 % de masse salariale dans la branche famille, +0,75 % dans la branche maladie...). Face à cela, les salariés de la CPAM d'Angers, avec leurs syndicats FO et CGT ont exigé : « 4 points pour tous plus 3 pour ceux n'ayant rien obtenu les 3 années précédentes ! » Dans un premier temps, la direction a refusé. Mais les agents n'ont pas cédé.

Réunis en assemblée générale avec leurs syndicats FO et CGT à près de 300, au rythme des rencontres -quasi-quotidiennes- avec la direction, ils ont continué de réclamer leur dû !

La direction de la caisse s'est protégée derrière une particularité de gestion des caisses de sécurité sociale, qui lui interdit en théorie de mettre en place des mesures touchant la totalité du personnel. Elle a donc tenté de rester dans le cadre imposé par les directives nationales. Mais, devant l'ampleur de la mobilisation, elle a dû céder en partie, et, à l'heure où ces lignes sont écrites, elle garantit de manière unilatérale une augmentation de 7 points pour les agents, 12 pour les cadres, 15 pour les cadres supérieurs, à hauteur de 70 % du personnel en 2008.

C'est d'ores et déjà un acquis considérable. Les agents de la CPAM avec leurs syndicats FO et CGT font la preuve qu'unis, sur des revendications claires, on peut gagner ! Les agents de la CPAM restent mobilisés et tentent d'obtenir plus. Ils savent aussi que le frein essentiel se situe au niveau national.

ELECTIONS PRUD'HOMALES

Section ACTIVITES DIVERSES

ANGERS

DENY Hubert — GENET Monique — MANDELBAUM Marc — MASSON Christiane — BOUCHE Bernard — RULLIER Nathalie — LARDEUX Cyril — THIERCELIN Christine — BIROT Katia — JARRY Franck — MARTIN Sophie — NEAU Frédéric — NOGUERA Christian — SABOURIN Angélique — PAULT Sylvie — MILSONNEAU Pascal

SAMUR

MALLARD Joël — COQUELIN Francine — CATILLON Monique — CLOCHARD Philippe — HOUARI Malika — BALLAIS Colette — BOSSE Cécile — POLARD André

Section AGRICULTURE

ANGERS

MEROT Sylviane — JUNG Carol — CRASNIER Dominique — NEVEU Patrick — TREMBLIER Claude — JUBEAULT Lionel — MILINAULT Julien — CRIBIER Philippe — DUTEURTRE Nadia — SAMSON Fabien

SAUMUR

CLEMENT Claudia — THEODORE Annick — RICHER Guy — GUEDON Magalie — COUSSOT Stéphane — RETIF Françoise

Section COMMERCE

ANGERS

VIRIOT Claude — DUCHENE Alain — SROKA Michel — SABARD Isabelle — GERARD Philippe — LECLERC Evelyne — BOISSE Magali — BOISSEAU Carole — NADEAU Bernard — LEZEAU Sandrine — RODOT Dominique — TESSE Dominique — BELLET Christophe — HERGAUT Hélène — JOLIVET Nathalie — MOLINES Anthony — GRONDIN Jean-François — FEVRIER Fabienne — TABARY Magali — LANDAIS Louis — LE DIVELLEC Augustin — CINTRAT Christine — YQUEL Joël — REVEILLE Christophe

HAINAULT François — GRATTON Franck — HOUDOYER Alexandra — MARIEZ Bernadette — LANDRY Ludovic — DAVID Michelle — LEQUET Catherine — LANDAIS Jacques

Section ENCADREMENT

ANGERS

GRENOUILLEAU Georges — DESSABLES Bernard — MENARD Lydie — LEGER Thierry — JEAN Sophie — CHEVALIER Joseph — BARATHON Bruno — BOISSINOT Gérard — LEFEBVRE Marie — RAYMOND Larissa — BOET Alain — MARCHAND Yannick — GUILLOU Anne — CHÂTEAU Jacques — PIQUE Michel — GUERIN Olivier — MEROT Christian

SAUMUR

CARTIER Jean-Louis — LASSIER Véronique — COURIO Yan — RECHER Line — TROUILLARD Jean-Pierre — RABOT Christophe — RIVRON Guy — NERON Noël

Section INDUSTRIE

ANGERS

BODIN Pascal — COUASNON Jacques — DEROUET Philippe — POSTEC Valérie — COUVREUX Gilbert — HUAU Martine — DEVAUX Gilles — DARTOIS Armelle — BRAULT Monique — GARNIER Christine — BERNARD Brigitte — FOUCAULT Eric — MANGEARD Thomas — MARTIN Loïc — MOSSET Jacky — BLANCHARD Daniel — MICHENAUD Marie-Paule — BERNARD Serge — DUVAL Willy — MANCEAU Christophe

SAUMUR

JANNINELLE Georges — SENO Jean-Pierre — PARRAMORE Fabrice — GONCALVES Marilyne — GAUTIER Jacques — VILLAINES Nathalie — BIGOT Patrice — MONIER Michel



LE
3
D
E
C
E
M
B
R
E
2
0
0
8

ELECTIONS PRUD'HOMALES

Vous n'avez pas reçu votre carte d'électeur ?

Jusqu'au 20 Octobre 2008, un recours gracieux est possible auprès du maire pour vous faire inscrire sur la liste électorale.

Dans tous les cas, adressez-vous à l'Union Départementale.

Tél. : 02 41 25 49 60 - Mail : udfo49@force-ouvriere.fr

Le vote par correspondance

Le matériel électoral doit être adressé au plus tard le :

28 Novembre 2008.

Dès réception **Votez, faites voter F.O.**

Assesseurs - Délégués de liste

Pour la journée du 3 Décembre 2008 :

**La mobilisation de tous les militants
du secteur public comme du secteur privé
est indispensable.**

Inscrivez-vous sans délai à l'Union Départementale via votre syndicat.

